



**Convention internationale
sur la protection des droits
de tous les travailleurs
migrants et des membres
de leur famille**

Distr.
GÉNÉRALE

CMW/C/SR.13
29 avril 2005

Original: FRANÇAIS

COMITÉ POUR LA PROTECTION DES DROITS DE TOUS LES TRAVAILLEURS
MIGRANTS ET DES MEMBRES DE LEUR FAMILLE

Deuxième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE PARTIE (PUBLIQUE)*
DE LA 13^e SÉANCE

tenue au Palais Wilson, à Genève,
le mardi 26 avril 2005, à 15 heures

Président: M. KARIYAWASAM

SOMMAIRE

RÉUNION AVEC LES ÉTATS PARTIES

* Le compte rendu analytique de la deuxième partie (privée) de la séance est publié sous la cote CMW/C/SR.13/Add.1.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 15 h 15.

RÉUNION AVEC LES ÉTATS PARTIES (point 7 de l'ordre du jour)

1. Le PRÉSIDENT annonce avec satisfaction que depuis la session précédente, quatre États – l'Algérie, le Chili, la Jamahiriya arabe libyenne et la Turquie – ont adhéré à la Convention, ce qui porte à 29 le nombre des États parties, et il salue tout spécialement la première adhésion, avec la Jamahiriya arabe libyenne, d'un pays d'accueil de travailleurs migrants. La Convention revêt une importance considérable dans un monde où les phénomènes migratoires ne cessent de s'amplifier et le Comité a conscience que pour être véritablement efficace elle doit être ratifiée par le plus grand nombre possible d'États d'origine, d'accueil et de transit, et il œuvre donc activement à sa promotion.
2. Le Comité a pour tâche première d'examiner les rapports des États parties sur l'application de la Convention, mais il n'en a encore reçu aucun et invite donc les États à les établir au plus tôt, en se conformant dans la mesure du possible aux directives provisoires concernant la forme et le contenu des rapports initiaux que les États parties doivent présenter conformément à l'article 73 de la Convention. À la troisième réunion intercomités, il a été décidé de recommander aux États parties à tous les organes conventionnels d'étudier la possibilité d'utiliser les «Directives pour un document de base élargi et des rapports ciblés pour chaque instrument et directives harmonisées pour l'établissement de rapports au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme» (HRI/MC/2004/3). C'est toutefois aux États parties qu'il appartient de déterminer quand ils souhaiteront appliquer ces directives et, à ce stade, il est avant tout primordial qu'ils soumettent leurs rapports dans les meilleurs délais, sous quelque forme que ce soit car l'examen des rapports aura un pouvoir catalyseur et suscitera une plus large adhésion à la Convention.
3. M. CAMPUZANO (Mexique) dit que le rapport initial de son pays est bien avancé, a été établi en se conformant aux directives du Comité concernant les rapports initiaux et tient compte des observations présentées à son sujet par la société civile.
4. Le Gouvernement mexicain est très soucieux de promouvoir les droits de l'homme en général et les droits des migrants en particulier, et d'agir pour ce faire en étroite concertation avec la société civile. La Commission de politique gouvernementale en matière de droits de l'homme, que le Gouvernement a mis en place en mars 2003, rassemble des entités publiques et des organisations de la société civile et a pour vocation de coordonner les activités menées à l'échelon national ou international et d'élaborer les politiques gouvernementales dans le domaine des droits de l'homme. En 2004, la Commission s'est dotée d'une Sous-Commission des droits de l'homme des migrants appelée à jeter les bases d'une politique migratoire fondée sur une vision globale des droits de l'homme.
5. Le Gouvernement mexicain multiplie les initiatives tendant à favoriser la mise en œuvre de la Convention. Il a ainsi organisé en juillet 2003 une manifestation commémorative au cours de laquelle il a réaffirmé son engagement en faveur de la Convention, a publié une édition spéciale de son texte à l'intention du personnel de l'Institut national des migrations (INM) et s'emploie actuellement à diffuser une brochure explicative sur la Convention destinée aux migrants eux-mêmes et aux fonctionnaires des services qui traitent des questions migratoires. L'Institut national des migrations a organisé en juin 2004 un atelier sur le suivi de la Convention

qui a permis de fructueux échanges de vues entre des représentants des autorités publiques, des milieux universitaires et de la société civile sur les obligations du Mexique au titre de la Convention.

6. Sur le plan international, le Mexique a appelé à plusieurs reprises les pays membres de la Conférence régionale sur la migration (dite «Processus de Puebla»), à ratifier la Convention et il appuie résolument, notamment par des apports financiers, les efforts déployés en vue de susciter de nouvelles adhésions. Le Gouvernement mexicain souhaite en outre pouvoir compter sur la contribution agissante du Comité pour la préparation du dialogue de haut niveau sur la migration et le développement qui aura lieu en 2006 dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies.

7. Le PRÉSIDENT signale que le Comité étudie la possibilité d'organiser à sa prochaine session une journée de débat général sur le thème du dialogue prévu pour 2006 et que les États parties pourraient être invités à y prendre part.

8. M^{me} GONZALEZ-ARIZA (Colombie) indique que le rapport initial de son pays est en voie d'achèvement et souligne que les directives du Comité concernant la forme et le contenu des rapports initiaux se sont révélées extrêmement utiles pour l'élaboration de ce rapport.

9. M. PAREDES (Équateur) déclare que l'Équateur se félicite du travail mené par le Comité et a pris note avec intérêt de son rapport sur la réunion informelle tenue en octobre 2004, en particulier des moyens qui y sont proposés pour promouvoir la Convention. Le Gouvernement équatorien souscrit à la proposition selon laquelle les membres du Comité devraient participer aux diverses manifestations consacrées à la question des migrations, une répartition de la tâche par zone géographique étant envisageable, et renouvelle son offre d'accueillir, avec le soutien technique et financier du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et d'autres organismes intéressés, un séminaire international visant à promouvoir la Convention et invite le Comité à envisager de tenir une session en Équateur à cette occasion.

10. L'Équateur met actuellement la dernière main à son rapport initial et l'enverra sous peu au Comité. Le Gouvernement équatorien a créé en 2002 la Commission de coordination publique pour les droits de l'homme, qui est un organe interministériel chargé d'établir les rapports que l'Équateur doit présenter aux organes conventionnels en veillant à associer à ses travaux d'autres institutions et organes de l'État, ainsi que des organisations de la société civile.

11. Le non-respect par certains États des instruments internationaux en vigueur en matière consulaire, notamment la Convention de Vienne sur les relations consulaires, préoccupe vivement l'Équateur. Au cours des derniers mois, plusieurs migrants en situation irrégulière ont ainsi été arrêtés dans des pays étrangers sans pouvoir bénéficier de l'aide consulaire. M. Paredes fait observer à ce propos que le Comité pourrait peut-être militer plus activement en faveur du respect des accords internationaux universellement adoptés qui ont un lien avec les droits de l'homme des travailleurs migrants.

12. L'Équateur ne ménage pas sa peine pour promouvoir la protection des droits des travailleurs migrants et apporter à ces derniers et aux membres de leur famille des aides diverses – notamment sur les plans juridique et social. Il s'inquiète à ce sujet de la tendance observée sur la scène mondiale à appliquer des mesures identiques à des problématiques aussi différentes que

la migration, l'asile et des activités criminelles telles que la traite d'êtres humains. On ne peut traiter de la même manière des situations sociales différentes sans porter gravement atteinte aux droits des personnes. Le phénomène migratoire s'inscrit dans la perspective d'un monde globalisé et interdépendant où le marché international du travail détermine les mouvements des personnes. Or il arrive que des pays d'accueil prennent des mesures disproportionnées au nom de la lutte contre le terrorisme, par exemple, et les utilisent pour freiner les flux migratoires au mépris des droits fondamentaux des migrants. Fidèle à la cause de ces derniers, l'Équateur continuera d'apporter son concours à la promotion et à la diffusion de la Convention en vue de donner à cet instrument une dimension universelle.

13. Le PRÉSIDENT accueille avec satisfaction la proposition faite par le Gouvernement équatorien d'accueillir un séminaire international visant à promouvoir la Convention et, conformément aux recommandations adoptées par la troisième réunion intercomités et la seizième réunion des présidents, invite le secrétariat à prendre des mesures concrètes pour apporter le soutien du Comité à un tel séminaire.

14. M. RECINOS TREJO (El Salvador), s'inquiétant de l'absence de pays d'accueil parmi les signataires de la Convention, appuie les propositions faites par le Comité lors de sa réunion informelle d'octobre 2004 tendant à promouvoir la Convention et salue les efforts déployés en ce sens par le Secrétaire général et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Il pense cependant que seule une campagne plus agressive de promotion de la Convention pourrait faire augmenter le nombre de ratifications.

15. El Salvador, qui entend promouvoir résolument l'application de la Convention, est sur le point de finaliser son rapport, à l'élaboration duquel ont participé une vingtaine d'organismes gouvernementaux et d'organisations de la société civile. Un séminaire régional sur les migrations a par ailleurs été organisé en 2004 et a donné lieu à la publication d'un guide sur les droits des travailleurs migrants.

16. M^{me} OZCERI (Turquie) réaffirme l'engagement de son pays en faveur de la réalisation des objectifs de la Convention et de sa ratification mondiale. La Turquie, un des derniers États à avoir adhéré à la Convention, aura besoin de temps pour remplir ses obligations en matière de présentation de rapport.

17. M. MARDALIYEV (Azerbaïdjan) dit que les autorités de son pays entendent soumettre dans les plus brefs délais un rapport conforme aux directives rédactionnelles du Comité, même si le nombre des instances gouvernementales et administratives impliquées retarde forcément la centralisation des informations.

18. M. GUEYE (Sénégal) déplore qu'aucun pays de l'hémisphère Nord n'ait à ce jour jugé bon d'accéder à la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants. Il fait part des interrogations des instances gouvernementales et administratives concernées par la rédaction du rapport, actuellement engagées dans un processus de concertation, sur la place à donner, dans le document, aux émigrés sénégalais, le Sénégal étant lui aussi à la fois pays d'origine, de transit et d'accueil, ainsi que sur les liens que le Comité entretient avec la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des migrants de la Commission des droits de l'homme.

19. Le PRÉSIDENT explique que même si leurs travaux sont complémentaires, le Comité, en tant qu'organe conventionnel, a reçu des attributions différentes de celles de la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des migrants, nommée par la Commission des droits de l'homme, ce qui justifie leur coexistence et leurs interrelations.
20. Pour ce qui est de la meilleure manière de rendre compte de la situation des différentes catégories de migrants dans un pays, il invite les États parties à utiliser les directives établies par le secrétariat et, le cas échéant, à demander l'aide technique du secrétariat.
21. M. GAKWANDI indique que, suite au débat préliminaire consacré aux modalités d'examen des rapports initiaux des États parties et dans un souci d'harmonisation des méthodes de travail des organes conventionnels, le Comité propose: d'adresser par écrit aux États parties, avant la session à laquelle leur rapport doit être examiné, une liste de points à traiter et de questions; de désigner un ou deux de ses membres comme rapporteurs pour le pays; de demander aux États parties, en fonction de l'organisation de leurs structures gouvernementales, d'envoyer pour les séances d'examen du rapport une délégation aussi représentative que possible; de consacrer deux séances à l'examen de chacun des rapports de pays, avec un intervalle suffisant pour préparer les réponses aux questions posées par les membres du Comité. Il serait utile que, forts de leur expérience au sein d'autres comités, les États parties fassent connaître leurs vues sur les meilleurs moyens d'assurer le suivi des recommandations et observations finales formulées par le Comité.
22. M^{me} SOSA (Mexique) appuie pleinement les méthodes de travail envisagées par le Comité, notamment en ce qui concerne l'établissement d'une liste de points à traiter, la nomination de rapporteurs pour le pays et la composition de la délégation. Elle se demande s'il serait possible d'adresser la liste de points à traiter aux États parties trois mois au moins avant la date d'examen prévue afin de donner le temps aux organismes concernés de réunir les éléments d'information nécessaires à l'élaboration de leurs réponses et éventuellement de procéder à la traduction de ces dernières. Il faudrait en outre disposer d'au moins une journée entre deux séances d'examen du rapport pour pouvoir éventuellement contacter les sources d'information. Chaque État partie devrait en outre avoir la possibilité de présenter des commentaires écrits sur les observations finales du Comité avant leur diffusion publique de manière à ce que le dialogue instauré entre les États parties et le Comité soit le plus pertinent et le plus constructif possible et serve ainsi au mieux les intérêts de la Convention.
23. Il serait de plus utile d'avoir des précisions sur les délais dans lesquels le Comité pense pouvoir examiner les rapports de pays qui lui auront été soumis dans les deux ou trois mois consécutifs à la présente session et sur les intentions du Comité concernant la publication de communiqués de presse et l'établissement de comptes rendus de séance.
24. M. CAMPUZANO (Mexique) souhaiterait connaître les mesures concrètes que le Comité entend prendre pour éviter d'accumuler trop de retard en matière d'examen des rapports périodiques et tirer ainsi profit des meilleures pratiques des autres organes conventionnels.
25. Le PRÉSIDENT se félicite de l'intention du Mexique de présenter prochainement son rapport initial et indique que si les rapports sont soumis avant le mois d'août, le Comité procédera à leur examen non pas à sa session suivante, au cours de laquelle la liste de points à traiter sera rédigée et les rapporteurs pour le pays nommés, mais à celle d'après. À l'heure

de l'examen, pour tenir compte des éventuels problèmes liés au décalage horaire entre les pays, les délégations devraient pouvoir disposer d'un après-midi ou d'une nuit pour préparer leurs réponses.

26. M^{me} EDELENBOS (Secrétaire du Comité) dit que toutes les séances officielles du Comité feront l'objet d'enregistrements et de comptes rendus analytiques.

27. M. BRUNI (Secrétariat) indique que les comptes rendus analytiques établis pour les séances du Comité, notamment celles consacrées à l'examen des rapports des pays, seront d'abord distribués dans la langue dans laquelle ils auront été rédigés, mais, compte tenu du volume de travail des services de conférence, ne seront disponibles que plus tard dans les autres langues. Des communiqués de presse seront également établis, en particulier lors de l'examen des rapports.

28. M^{me} GONZALEZ-ARIZA (Colombie) demande quand seront examinés les rapports reçus après août 2005, comment seront choisis les rapporteurs et si leur mandat couvrira uniquement la présentation des rapports par les États parties ou également les observations y relatives et leur suivi. La Colombie connaît de graves problèmes budgétaires et n'aura donc pas les moyens d'envoyer de nombreux représentants aux séances consacrées à l'examen de ses rapports.

29. Le PRÉSIDENT fait observer que le nombre de membres d'une délégation importe peu pour autant que leurs compétences couvrent un champ suffisamment large pour répondre aux questions du Comité. Les rapporteurs seront des membres du Comité et il y en aura un ou deux pour chaque rapport établi par un État partie. Les rapporteurs devraient connaître la langue officielle de l'État partie dont le rapport est à l'examen, sans en être à l'évidence ressortissants. Les rapports reçus après août 2005 ne seront pas examinés en décembre – à moins que le secrétariat ne soit en mesure de préparer la documentation pour cette date – mais à la session suivante. Le Comité ne devrait pas avoir de problèmes pour examiner les rapports mais si le nombre des rapports devait augmenter et la charge de travail devenir trop lourde, la durée des sessions pourrait être allongée.

30. Le Comité pour les droits des travailleurs migrants n'a pas encore établi de liens avec les autres organes conventionnels mais pourrait éventuellement tenir compte de l'expérience de comités tels que le Comité contre la torture chargé de suivre l'application d'une convention qui, comme la Convention sur les travailleurs migrants, compte peu d'États parties. Le Comité des droits de l'enfant serait probablement un moins bon modèle parce que la Convention dont il assure le suivi compte un grand nombre d'États parties.

31. M. PAREDES (Équateur) pense qu'une liste de questions pourrait être établie à l'issue de l'examen du rapport pour donner à l'État partie la possibilité d'apporter des éclaircissements ou des compléments d'information ainsi que d'instaurer un dialogue constructif dans le souci d'éviter des présentations ne correspondant pas aux réalités et de pouvoir proposer des mesures susceptibles d'améliorer la situation des travailleurs migrants. La délégation de l'Équateur est favorable à ce que deux membres du Comité soient désignés pour chaque rapport d'État partie à examiner. Les recommandations du Comité devraient avoir un caractère constructif et favoriser ainsi le renforcement et l'universalisation de la Convention. En outre, les informations communiquées aux médias sur les résultats de l'examen des rapports devront être soigneusement évaluées pour éviter tout malentendu.

32. Le PRÉSIDENT fait observer que le Comité commence seulement à définir ses méthodes et procédures de travail et qu'elles seront amenées à évoluer. L'idée de désigner deux rapporteurs pour chaque rapport de pays lui semble judicieuse.

33. M. ALBA aimerait savoir pourquoi la Colombie a demandé si le mandat des rapporteurs couvrirait à la fois l'examen du rapport et le suivi, ce qui, a priori, procéderait d'une certaine logique, si elle a une expérience en la matière et si elle a des raisons de penser que pareille formule serait préférable.

34. M^{me} CUBIAS MEDINA rappelle que les comités établis en application d'un instrument international relatif aux droits de l'homme reçoivent des informations aussi bien des États parties que de la société civile et elle aimerait donc savoir si les États parties entendent associer la société civile à l'élaboration de leurs rapports, à l'exemple du Mexique et de beaucoup d'autres pays.

35. M. CARRION-MENA souligne que le Comité entend mettre l'accent sur les droits de l'homme des travailleurs migrants et des membres de leur famille, alors qu'en dehors du Comité la tendance consiste plutôt à insister sur la sécurité et les aspects économiques.

36. Le Comité a encore beaucoup à faire pour fonctionner correctement. Ses membres devront notamment s'entendre sur la terminologie à utiliser. Il est essentiel, comme l'ont demandé des États parties, de poursuivre les efforts bilatéraux et multilatéraux en faveur de la ratification de la Convention et, partant, de son universalisation. Les États parties ont un rôle déterminant à jouer dans la promotion de la Convention en faisant mieux connaître cet instrument et son contenu à leur population. À cet égard, une coopération entre les organismes non gouvernementaux et les pouvoirs publics est essentielle.

37. M^{me} DIEGUEZ note que certains communiqués de presse ont pu donner l'impression que le Comité entendait juger les États parties et suivre avec beaucoup de sévérité la façon dont ils tiendront compte de ses observations et recommandations. Tel n'est pas le cas et le Comité souhaite avant tout travailler de manière constructive avec les États parties dans le seul but de promouvoir les droits des travailleurs migrants et de faciliter la mise en œuvre de la Convention.

38. M. CARRION-MENA suggère que les États parties incluent dans leurs rapports des contributions, sous forme de propositions, idées ou données d'expérience, provenant de leurs ressortissants qui sont travailleurs migrants dans tel ou tel pays industrialisé ou d'organisations dans lesquelles ils sont regroupés. Ceci serait très utile pour mieux connaître leurs conditions de vie.

39. M. BRILLANTES se félicite de la volonté d'aller de l'avant et de coopérer exprimée par les représentants des États parties, qui devrait contribuer à dissiper les craintes et les doutes sur l'avenir du Comité. Face à un tel engagement, on ne peut qu'être confiant dans la capacité du Comité à trouver sa place et à s'acquitter avec succès de son mandat. Les inquiétudes exprimées la veille concernant les rapports entre le Comité et la Commission mondiale sur les migrations internationales, en particulier, semblent bien exagérées. La Commission mondiale ne peut en effet qu'accueillir favorablement les orientations qui se dégagent d'un dialogue comme celui qui vient de se tenir.

40. S'agissant des moyens à mettre en œuvre pour faire face à l'augmentation de la charge de travail du Comité, il convient de rappeler que la Convention prévoit l'élection de quatre membres supplémentaires après son entrée en vigueur pour un quarante et unième État partie.

41. M. EL-BORAI tient à rassurer les pays qui craignent d'être montrés du doigt en leur rappelant que la mission du Comité est avant tout de promouvoir la Convention et ses dispositions. Soucieux d'encourager les efforts des États parties à leurs débuts, il propose que les rapports initiaux ne fassent pas l'objet de communiqués de presse, ceux-ci étant souvent mal perçus par les pays concernés parce qu'ils donnent trop de résonance à leurs problèmes.

42. M. CAMPUZANO (Mexique) souligne que son gouvernement accorde beaucoup d'importance aux interactions entre les différents processus en cours relatifs aux migrations. Il apparaît indispensable que le Comité s'attache à coopérer avec la Commission mondiale sur les migrations internationales, mais aussi avec l'Union interparlementaire (UIP), qui a entrepris une réflexion sur les migrations et le développement, et l'Initiative de Berne, davantage axée sur la gestion des flux. Il est également essentiel de prendre en compte tous les travaux accomplis par certaines ONG, comme December 18, qui a réalisé une étude très intéressante, dont les résultats tendent à encourager les pays développés à ratifier la Convention.

43. Le PRÉSIDENT rappelle que la coopération interinstitutions constitue depuis le départ une des priorités du Comité, qui rencontrera au cours de cette session les représentants d'organisations intergouvernementales, parmi lesquelles la Commission mondiale sur les migrations internationales, l'Organisation internationale pour les migrations, l'Union interparlementaire, la Banque mondiale et, bien sûr, l'Organisation internationale du Travail. Le Comité collabore en outre étroitement avec les ONG, dont l'appui s'est révélé très précieux.

44. M. PAREDES (Équateur) dit que la Commission de coordination publique pour les droits de l'homme veillera à ce que l'opinion des groupes de migrants présents dans les différents pays ayant accueilli des travailleurs équatoriens soit prise en considération lors de l'élaboration des rapports périodiques devant être soumis au Comité. Le Gouvernement équatorien intégrera dans ses rapports des informations soumises par les membres de la société civile ou fera en sorte que ces informations puissent faire l'objet de documents séparés. Il faut espérer que de son côté le Comité fera tout son possible pour trouver l'équilibre voulu dans son appréciation de la situation compte tenu à la fois des renseignements fournis par le Gouvernement et du point de vue exprimé par la société civile.

45. M. GUEYE (Sénégal) approuve pleinement l'idée de prendre en considération dans les rapports des États parties l'opinion des groupes de migrants se trouvant à l'extérieur du pays.

46. Le PRÉSIDENT, partageant l'optimisme des membres du Comité, se dit encouragé par l'échange de vues qui vient d'avoir lieu. Le chemin à parcourir est encore long, mais le Comité et ses partenaires sont assurément sur la bonne voie.

La première partie de la séance (publique) est levée à 17 h 15.
